

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



NEWSLETTER

N° 150
Juillet 2013

Newsletter de la CSSF
Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu

RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté quatre nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Surveillance des banques

Natalia KATILOVA

Métier OPC

Magali RENNOIR

Systèmes d'informations et surveillance des PSF de support

Virginie DAROCOURT

Paolo GODONE

Suite au départ d'un agent, la CSSF compte 464 agents au 10 juillet 2013, dont 233 hommes et 231 femmes.

ACTUALITES

Rapport Annuel 2012

La version anglaise du rapport annuel 2012 a été publiée sur le site Internet à l'adresse suivante : <http://www.cssf.lu/en/publications/annual-reports/>.

OICV / IOSCO 2013

La CSSF souhaiterait rappeler que l'inscription à la 38^{ème} conférence annuelle de l'OICV/IOSCO qui se tiendra cette année à Luxembourg du 15 au 19 septembre, doit se faire dans les meilleurs délais pour éviter des problèmes logistiques (réservation d'hôtel, billet d'avion, etc.). La CSSF demande à toutes les personnes intéressées de s'inscrire sur le site Internet <http://iosco2013.lu/>.

REGLEMENTATIONS NATIONALES

Loi du 27 juin 2013 relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

La loi modifie la section 3 du chapitre 1er de la partie 1 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui concerne les banques d'émission de lettres de gage. La version française de la loi coordonnée du 5 avril 1993 est disponible sur le site Internet de la CSSF (<http://www.cssf.lu/fr/legislation-et-reglementation/lois-et-reglements/news-cat/35/>). La mise à jour de la version anglaise de la loi coordonnée du 5 avril 1993 est en cours.

Circulaire CSSF 13/569

La circulaire a pour objet de préciser la portée du mandat de contrôle des documents comptables annuels, et de fixer des règles quant au contenu du compte rendu analytique que les établissements de monnaie électronique sont tenus de communiquer à la CSSF en application de l'article 37 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de

Commission de Surveillance du Secteur Financier

paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres.

Circulaire CSSF 13/568

Par la circulaire CSSF 13/568 du 28 juin 2013, la CSSF attire l'attention des professionnels du secteur financier sur l'entrée en vigueur au 1er juillet 2013 de la circulaire CSSF 12/552 relative à l'administration centrale, la gouvernance interne et la gestion des risques. La circulaire a également pour objet la mise à jour de renvois entre circulaires IML/CSSF et de préciser la portée du compte rendu analytique annuel de révision suivant la circulaire CSSF 01/27.

Circulaire CSSF 13/567

Par la circulaire CSSF 13/567 du 27 juin 2013, la CSSF attire l'attention des professionnels du secteur financier sur une nouvelle déclaration du Groupe d'Action Financière (GAFI) concernant les juridictions qui disposent d'un régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme qui présente des déficiences substantielles et stratégiques, les juridictions dont les progrès ont été jugés insuffisants et les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.

SANCTIONS

Organismes de placement collectif

Conformément à l'article 148 (1) de la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux administrateurs d'une société de gestion d'un fonds commun de placement, respectivement aux administrateurs de 3 sociétés d'investissement, pour non transmission du rapport financier annuel de l'OPC.

Sociétés d'investissement en capital à risque

Conformément à l'article 17 (1) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux administrateurs d'une société d'investissement en capital à risque pour non-respect de dispositions de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Profession de l'audit

Sanctions administratives prononcées par la CSSF à l'encontre de Monsieur Michel DELHOVE – En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF a, en date du 27 juin 2013, prononcé, à l'encontre de M. Michel DELHOVE, le retrait définitif de l'agrément visé à l'article 5 de la loi précitée et la radiation définitive du registre public.

Amende administrative prononcée par la CSSF à l'encontre de Monsieur Kurt LALLEMAND – En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF, en date du 14 juin 2013, a prononcé, à l'encontre de M. Kurt LALLEMAND, une amende administrative de 3.000 EUR pour violation des prescriptions légales et réglementaires relatives à la formation continue.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Suspension prononcée par la CSSF à l'encontre de Monsieur Kurt LALLEMAND – En vertu de l'article 67 de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, la CSSF, en date du 14 juin 2013, a prononcé, à l'encontre de M. Kurt LALLEMAND, la suspension de l'agrément visé à l'article 5 de la loi précitée et la radiation du registre public pour une période d'un an.

Emetteurs de valeurs mobilières

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a prononcé cinq amendes administratives à l'égard d'émetteurs qui n'ont pas donné suite à une injonction relative à la publication de rapports financiers dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières.

Conformément à l'article 25(1) de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières, la CSSF a prononcé des amendes administratives d'un montant total de 17.250 EUR à l'encontre de deux émetteurs qui n'ont pas donné suite à des demandes de la CSSF dans le cadre de sa mission de contrôle de l'information financière telle que prévue par l'article 22(2)(h) de cette même loi.

COMMUNIQUES DE PRESSE

■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 30 JUIN 2013

Communiqué de presse 13/33 du 19 juillet 2013

La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 2.890 millions d'EUR pour le premier semestre de 2013. Par rapport à la même période de l'exercice 2012, le résultat avant provisions augmente ainsi de 13,4%.

Au 30 juin 2013, l'évolution du produit bancaire (+8,1% en comparaison annuelle) se présente favorablement par rapport aux chiffres de mars 2013. Cette appréciation est due à des paiements anticipés de dividendes, qui en 2012 n'étaient intervenus qu'en septembre, et surtout à des effets de marché volatiles qui se traduisent par la hausse sur un an de la valeur des portefeuilles titres comptabilisés aux prix de marché.

Du côté des revenus, la réduction de la **marge d'intérêts** se poursuit depuis le premier semestre 2009, date à laquelle cette marge s'élevait à 3,7 milliards d'EUR. La baisse intervient dans le contexte généralisé de la réduction des bilans bancaires et du niveau très bas des taux d'intérêt. Au 30 juin 2013, la baisse atteint 6,6% en comparaison annuelle. Ce chiffre se compare cependant favorablement à la diminution annuelle de 16,3% enregistrée au niveau des comptes de profits et pertes de mars 2013. La marge d'intérêts au 30 juin 2013 incorpore ainsi des revenus de dividendes à hauteur de 150 millions qui, les années précédentes, étaient encaissées plus tard dans l'année. Pour les **revenus de commissions**, le premier semestre 2013 se solde par une hausse de 7,9% qui confirme la progression déjà notée en mars 2013 et qui est le reflet principalement des services d'administration et de gestion prestés par les banques luxembourgeoises à des fonds d'investissement. Les **autres revenus nets** qui progressent de 438 millions d'EUR en comparaison annuelle traduisent la hausse des valorisations des portefeuilles titres suite à l'évolution favorable de leurs prix de marché.

Dans l'ensemble, les revenus du secteur bancaire tels que mesurés par le produit bancaire augmentent de 8,1% sur un an.

Les **frais généraux** augmentent de 2,5% sur un an. Cette hausse résulte de la progression des seuls **frais de personnel**, les frais généraux administratifs restant inchangés. La forte hausse des frais de personnel (+4,9%) est due aux coûts liés aux mesures de réduction d'effectifs auxquelles procèdent certaines banques de la place.

La somme des développements susmentionnés se traduit par un résultat avant provisions qui progresse de 13,4% en comparaison annuelle.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Compte de profits et pertes au 30 juin 2013

Postes en millions d'EUR	Juin 2012	Juin 2013	%
Marge d'intérêts ¹	2.860	2.672	-6,6%
Revenus de commissions	1.922	2.074	7,9%
Autres revenus nets	206	644	212,7%
Produit bancaire	4.988	5.390	8,1%
Frais de personnel	1.301	1.365	4,9%
Autres frais généraux	1.138	1.135	-0,2%
Frais généraux	2.439	2.500	2,5%
Résultat avant provisions	2.549	2.890	13,4%

¹ Y compris dividendes perçus sur les filiales

■ PRACTICAL GUIDANCE IN RELATION TO THE REGISTRATION OR AUTHORISATION UNDER THE AIFM LAW OF AIFM ESTABLISHED IN LUXEMBOURG

Communiqué de presse 13/32 du 18 juillet 2013 (uniquement en anglais)

1. Any person established in Luxembourg and potentially qualifying as AIFM under the AIFM Law, has to make a self-assessment in order to:

- see if it qualifies as AIFM under the AIFM Law, and, if it does so
- assess if it is subject to a registration or an authorisation under the AIFM Law.

2. Article 4(1) of the AIFM Law requests that an external manager of an AIF ("External AIFM") or an AIF itself, if its governing body chooses not to appoint an external manager ("Internal AIFM"), shall be registered or authorised as an AIFM.

Thus, non regulated AIF, undertakings structured as a Part II fund under the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, or as a specialised investment fund under the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, or as a SICAR under the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital have to self-assess if they qualify as an Internal AIFM.

AIFM (Internal AIFM or External AIFM) have to comply with the requirements under point 3 or point 4 hereafter. **All AIFM moreover have to provide the CSSF with the information required under point 6.**

3. If a person qualifies as an AIFM which has to be registered, it has to register with the CSSF by using the AIFM registration form (see point 5). It should be noted that in case the AIFM has been performing before 22 July 2013 activities henceforth falling under the AIFM Law, it is required to register **immediately** with the **CSSF**.

4. If a person qualifies as an AIFM which has to be authorised as AIFM, it has to submit a duly completed application for authorisation (see point 5) as AIFM by 22 July 2014 at the latest.

5. Forms for application for registration or authorisation can be downloaded from the CSSF website under <http://www.cssf.lu/aifm/>.

6. Every AIFM has to comply with AIFM Law reporting requirements as per Article 3 (for an AIFM subject to registration) or Article 22 (for an AIFM subject to authorisation) of the AIFM Law (i.e. Article 3 and Article 24 of the AIFM Directive). The practical aspects of reporting and clarification on the information to be reported to the CSSF as well as the timing of such reporting via the reporting template foreseen by Annex IV of the Commission Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of 19 December 2012 (see press release 13/31) are currently in the process of being

Commission de Surveillance du Secteur Financier

defined by the *European Securities and Markets Authority* (ESMA). Those details, expected to be finalized by end of Q4/2013, will be communicated by the CSSF via press release in due course.

In order to allow the CSSF to establish an inventory of all AIFM, each AIFM, after having performed the self-assessment mentioned under point (1) above, has to provide the CSSF by **16 August 2013 at the latest**, with the following information:

- (a) Name of the AIFM;
- (b) Address of the AIFM;
- (c) Information whether the AIFM is an Internal AIFM or an External AIFM; and
- (d) Information whether the AIFM has to be registered by or authorised with the CSSF.

AIFM have to communicate this information to the CSSF by using the following email address: aifm@cssf.lu.

■ PUBLICATION OF THE LAW OF 12 JULY 2013 RELATING TO ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGERS (“AIFM LAW”)

Communiqué de presse 13/31 du 18 juillet 2013 (uniquement en anglais)

1. The AIFM Law published on 15 July 2013 in the Mémorial A n°119 is transposing Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers (“AIFMs”) and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010.

The AIFM Law entered into force the same day and is to be read in conjunction with

- (i) the Commission Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of 19 December 2012 supplementing Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council with regard to exemptions, general operating conditions, depositaries, leverage, transparency and supervision published in the Official Journal of the European Union on 22 March 2013;
- (ii) the Commission Implementing Regulation (EU) No 448/2013 of 15 May 2013 establishing a procedure for determining the Member State of reference of a non-EU AIFM pursuant to Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council published in the Official Journal of the European Union on 16 May 2013 and
- (iii) the Commission Implementing Regulation (EU) No 447/2013 of 15 May 2013 establishing the procedure for AIFMs which choose to opt in under Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council published in the Official Journal of the European Union on 16 May 2013.

Those three Commission Delegated Regulations are available under http://ec.europa.eu/internal_market/investment/alternative_investments/index_en.htm.

The AIFM Law is available under: http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Lois_reglements/Legislation/Lois/L_120713_GFIA.pdf

2. The AIFM Law also brought a number of modifications to other laws relating to the financial sector which are impacted by the AIFM Directive.

3. As communicated in the CSSF press release 13/25, a series of questions and answers (“FAQs”) related to the AIFM Law have been published on the CSSF website (http://www.cssf.lu/fileadmin/files/AIFM/FAQ_AIFMD.pdf). These FAQs, which will be updated from time to time, provide clarifications concerning certain key concepts under the AIFM Law, such as but not limited to the concept of AIF and the one of AIFM, as well as clarification as to which AIFMs are subject to a registration with or an authorisation by the CSSF.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A.

Communiqué de presse 13/30 du 17 juillet 2013 (uniquement en anglais)

The Commission de Surveillance du Secteur Financier (“CSSF”) herewith comments on recent press coverage referring to a meeting which the Board of Directors of ARM Asset Backed Securities S.A. (“ARM”) allegedly is requesting with the CSSF in order to discuss an effective strategy for moving forward.

In this context, the CSSF has to point out that, since having been replaced by Ernst & Young as Supervisory Commissioner (*commissaire de surveillance*), the CSSF does no longer have competence regarding ARM and therefore is not involved nor kept informed about any current affairs regarding ARM. For further information, regarding the appointment of Ernst & Young as Supervisory Commissioner in replacement of the CSSF, please refer to press releases [11/42](#) and [11/48](#).

The CSSF is therefore not in a position to discuss any future development regarding ARM with ARM's Board of Directors.

The CSSF takes this opportunity to recall that ARM never was licensed to act as a regulated securitisation undertaking in or from Luxembourg. ARM lodged on 29 November 2011 a petition (*recours administratif*) with the Luxembourg administrative first instance court (*Tribunal administratif*) to obtain a judicial review of the CSSF's decision to refuse to grant a license to ARM as a regulated securitisation undertaking. On 6 December 2012 the Luxembourg administrative first instance court declared this petition to be unfounded. On 16 January 2013 ARM lodged an appeal with the Luxembourg administrative court of appeal (*Cour administrative*) against this judgment and the hearing took place on 2 May 2013. The judgment following this hearing is currently pending.

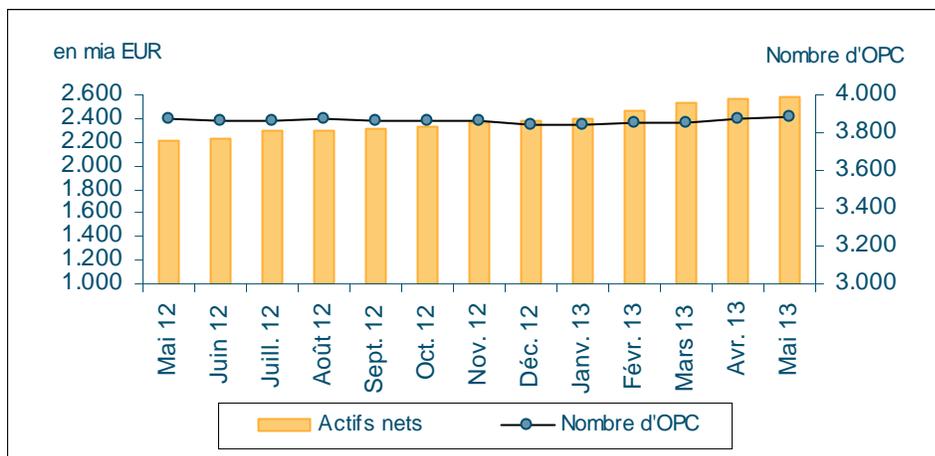
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE MAI 2013

Communiqué de presse 13/29 du 8 juillet 2013

I. Situation globale

Au 31 mai 2013, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.584,099 milliards contre EUR 2.565,256 milliards au 30 avril 2013, soit une augmentation de 0,73% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 16,82%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de mai une variation positive se chiffrant à EUR 18,843 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 25,950 milliards (+1,01%) et de l'évolution défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 7,107 milliards (-0,28%).



Commission de Surveillance du Secteur Financier

Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.884 par rapport à 3.871 le mois précédent. 2.497 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.194 compartiments. En y ajoutant les 1.387 entités à structure classique, au total 13.581 entités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de mai :

Les catégories d'OPC à actions ont connu des développements divergents.

Ainsi, les OPC à actions de l'Europe ont dégagé des gains de cours suite à la décision de la Banque centrale européenne de réduire son taux de refinancement compte tenu des problèmes de croissance de la plupart des pays européens. La catégorie d'OPC à actions des Etats-Unis a également réalisé des gains de cours face à des données conjoncturelles favorables aux Etats-Unis, et ceci malgré l'annonce par la Réserve fédérale américaine d'envisager une revue à la baisse de son programme de rachats d'actifs.

Concernant la catégorie d'OPC à actions japonaises, malgré les mesures de lutte contre la déflation prises par le gouvernement japonais et la Banque du Japon, la baisse de l'activité manufacturière en Chine ainsi que la crainte d'une réduction du programme d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale américaine ont négativement impacté les cours.

Au niveau des OPC à actions de pays émergents, des développements hétérogènes au niveau des différents marchés d'actions nationaux ont pu être observés. Ainsi en moyenne, la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est a pu réaliser de légers gains de cours alors que les catégories d'actions d'Asie et de l'Amérique latine ont dû faire face à des pertes de cours.

Au mois de mai, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

Evolution des OPC à actions au mois de mai 2013*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	0,98%	0,09%
Actions européennes	2,46%	0,47%
Actions américaines	3,83%	1,85%
Actions japonaises	-6,12%	6,15%
Actions Europe de l'Est	0,60%	-6,72%
Actions Asie	-0,39%	-0,80%
Actions Amérique latine	-4,58%	-4,41%
Actions autres	-0,65%	0,48%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Concernant les marchés obligataires, des données conjoncturelles positives aux Etats-Unis ainsi que l'annonce du président de la Réserve fédérale américaine d'une reconsidération de son programme d'assouplissement monétaire, et donc d'une éventuelle réduction de son programme de rachats d'actifs, ont engendré une remontée des taux d'intérêt sur les bons du trésor américains.

Face à cette évolution, la catégorie d'obligations libellées en USD a réalisé des pertes de cours pour le mois sous revue.

Les tensions sur les taux d'intérêt américains ont par la suite affecté l'ensemble des marchés obligataires dans le monde et ont en conséquence impacté toutes les catégories d'OPC obligataires.

Ainsi au niveau de la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR, une augmentation des rendements engendrant des pertes de cours a pu être constatée pour les emprunts publics de pays de la zone euro. En conséquence, cette catégorie d'obligations a subi une baisse des cours.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

De même, les catégories d'OPC à obligations High Yield et d'OPC à obligations de pays émergents ont été négativement impactées par la montée des taux d'intérêt américains, de manière à afficher des évolutions négatives de cours.

Au mois de mai, les catégories d'OPC à obligations ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de mai 2013*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	-0,01%	-4,08%
Marché monétaire en USD	0,51%	1,64%
Marché monétaire marché global	-0,87%	-0,47%
Obligations libellées en EUR	-0,82%	0,28%
Obligations libellées en USD	-1,94%	-1,58%
Obligations marché global	-1,39%	2,03%
Obligations marchés émergents	-3,19%	2,46%
Obligations High Yield	-0,65%	1,34%
Autres	-0,69%	1,59%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de mai 2013*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-0,09%	1,50%
Fonds de Fonds	0,31%	0,96%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la loi de 2010 et des FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €

Commission de Surveillance du Secteur Financier

31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €
31/08/2011	1 860	1 652,805 €	627	204,518 €	1 312	228,618 €	3 799	2 085,941 €
30/09/2011	1 858	1 600,158 €	618	201,939 €	1 340	229,980 €	3 816	2 032,077 €
31/10/2011	1 856	1 635,157 €	611	203,545 €	1 352	233,235 €	3 819	2 071,937 €
30/11/2011	1 862	1 623,445 €	605	200,459 €	1 366	235,515 €	3 833	2 059,419 €
31/12/2011	1 870	1 655,509 €	601	201,671 €	1 374	239,332 €	3 845	2 096,512 €
31/01/2012	1 856	1 709,460 €	594	202,915 €	1 387	244,706 €	3 837	2 157,081 €
29/02/2012	1 854	1 750,218 €	591	203,540 €	1 402	249,401 €	3 847	2 203,159 €
31/03/2012	1 860	1 762,166 €	587	202,875 €	1 419	252,165 €	3 866	2 217,206 €
30/04/2012	1 858	1 768,717 €	583	203,300 €	1 431	253,583 €	3 872	2 225,600 €
31/05/2012	1 859	1 750,722 €	582	203,715 €	1 433	257,590 €	3 874	2 212,027 €
30/06/2012	1 841	1 762,870 €	581	202,440 €	1 445	259,169 €	3 867	2 224,479 €
31/07/2012	1 835	1 823,366 €	576	207,093 €	1 453	266,258 €	3 864	2 296,717 €
31/08/2012	1 834	1 825,035 €	573	204,103 €	1 465	266,261 €	3 872	2 295,399 €
30/09/2012	1 827	1 845,500 €	567	201,592 €	1 472	267,356 €	3 866	2 314,448 €
31/10/2012	1 820	1 860,241 €	563	199,842 €	1 485	269,566 €	3 868	2 329,649 €
30/11/2012	1 815	1 891,001 €	561	196,886 €	1 487	271,835 €	3 863	2 359,722 €
31/12/2012	1 801	1 913,089 €	555	193,769 €	1 485	276,968 €	3 841	2 383,826 €
31/01/2013	1 803	1 936,513 €	550	191,354 €	1 487	278,061 €	3 840	2 405,928 €
28/02/2013	1 809	1 990,596 €	548	194,399 €	1 492	283,075 €	3 849	2 468,070 €
31/03/2013	1 806	2 038,580 €	543	199,556 €	1 505	290,784 €	3 854	2 528,920 €
30/04/2013	1 818	2 068,815 €	542	201,405 €	1 511	295,036 €	3 871	2 565,256 €

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ ACCEPTATION DU PRIX PROPOSE POUR LES ACTIONS ORDINAIRES DE LA SOCIETE OLD TOWN COMME JUSTE PRIX SOUS LA LOI RETRAIT RACHAT

Communiqué de presse 13/28 du 2 juillet 2013

Le 13 mai 2013, en conformité avec les dispositions de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (ci-après, la « Loi Retrait Rachat »), la société Giovanni Agnelli e C S.a.p.az a informé la CSSF de sa décision d'exercer son droit de retrait obligatoire portant sur les actions ordinaires de la société Old Town (code ISIN LU0006021595).

Le 22 mai 2013, la société Giovanni Agnelli e C S.a.p.az a communiqué à la CSSF le prix proposé de 35,2 euros par action ordinaire de la société Old Town ainsi qu'un rapport d'évaluation établi par la société BDO Audit S.A. concernant ces mêmes titres. Ces informations ont été publiées et communiquées aux détenteurs d'actions ordinaires conformément aux dispositions de la Loi Retrait Rachat.

Au vu de ce qui précède et considérant que la CSSF n'a pas reçu de lettre d'opposition concernant le projet de retrait obligatoire sur les actions ordinaires de la société Old Town telle que prévue à l'article 4(6) de la Loi Retrait Rachat, la CSSF accepte le prix proposé par la société Giovanni Agnelli e C S.a.p.az de 35,2 euros par action ordinaire de la société Old Town comme juste prix. Conformément aux dispositions de ce même article, la CSSF a informé l'actionnaire majoritaire ainsi que la société concernée de l'acceptation du prix.

■ FREQUENTLY ASKED QUESTIONS: "MASTER-FEEDER STRUCTURES"

Communiqué de presse 13/27 du 24 juin 2013 (uniquement en anglais)

Chapter 9 of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and chapter III of CSSF Regulation n° 10-5 transpose the provisions pertaining to master-feeder structures under the UCITS IV Directive 2009/65/EC of 13 July 2009, respectively the Commission Directive 2010/44/EU of 1 July 2010, into Luxembourg law.

The CSSF hereby informs that a series of related frequently asked questions and their answers (initiated upon a request by the Luxembourg Institute of registered auditors, « l'Institut des réviseurs d'entreprises »), pertaining in particular to the reports to be produced in the context of master-feeder structures under the applicable provisions, has been published on its website under <http://www.cssf.lu/en/investment-funds/>.

■ REMINDER ON EMIR

Communiqué de presse 13/26 du 24 juin 2013 (uniquement en anglais)

The CSSF wishes to remind all concerned entities of the obligations applicable to them under [Regulation \(EU\) No 648/2012](#) of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories ("EMIR")

For a summary of EMIR and the EMIR obligations, please refer to the CSSF circular 13/557 on Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories.

CSSF circular 13/557, as well as further information, with links to the relevant EU legislation (which includes the EMIR regulation and EMIR-related delegated regulations referred to in the present press release) can be found on the CSSF's website under "EMIR".

Who is concerned by EMIR ?

The EMIR obligations apply to financial and non-financial counterparties.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Financial counterparties are banks, investment firms, collective investment undertakings with their management companies, pension funds and insurance undertakings¹.

Non-financial counterparties are very broadly defined as all undertakings other than CCP and financial counterparties². Considering this definition of non-financial counterparties, securitization undertakings are also covered.

Which obligations do financial counterparties have to fulfill ?

Financial counterparties are subject to the clearing obligation and the exchange of collateral imposed by EMIR.

They also have to comply with the reporting requirements to a trade repository as well as with risk management requirements for OTC derivatives contracts³ they enter into and which are not cleared by a CCP.

As far as unconfirmed OTC derivative transactions are concerned, the answer by ESMA to OTC Question 8 of the Q&A published by ESMA⁴ clarifies the wording of Article 12(4) of Commission Delegated Regulation (EU) 149/2013, according to which financial counterparties shall have the necessary procedure to report on a monthly basis to the relevant NCA the number of unconfirmed OTC derivative transactions that have been outstanding for more than 5 business days.

Besides the clarification of the starting point for the calculation of the 5 business days, it also indicates that financial counterparties need to ensure that the necessary procedures they have in place allow: 1) the recording of all unconfirmed trades for more than 5 business days and 2) the production of a monthly report of these unconfirmed trades that occurred the month before.

The report does not need to be provided to the competent authorities that have not asked to receive it.

Accordingly, for the time being, financial counterparties do not need to submit a report on unconfirmed OTC derivative transactions to the CSSF, but they must have the necessary procedures in place for the recording and the production of a monthly report of these unconfirmed trades as described above. They must be able to produce such reports to the CSSF upon request.

Which obligations do non-financial counterparties have to fulfill ?

All non-financial counterparties, whether above or below the clearing threshold, have to apply the operational risk management requirements and the reporting obligations to a trade repository.

¹ Article 2(8) of EMIR defines '**financial counterparty**' as an *investment firm* authorised in accordance with Directive 2004/39/EC, a *credit institution* authorised in accordance with Directive 2006/48/EC, an *insurance undertaking* authorised in accordance with Directive 73/239/EEC, an *assurance undertaking* authorised in accordance with Directive 2002/83/EC, a *reinsurance undertaking* authorised in accordance with Directive 2005/68/EC, a *UCITS* and, where relevant, its *management company*, authorised in accordance with Directive 2009/65/EC, an *institution for occupational retirement provision* within the meaning of Article 6(a) of Directive 2003/41/EC and an *alternative investment fund managed by AIFMs* authorised or registered in accordance with Directive 2011/61/EU.

² '**Non-financial counterparty**' is defined in Article 2(9) of EMIR as "an undertaking established in the Union other than CCPs and financial counterparties".

³ Article 2(7) of EMIR defines '**OTC derivative**' or '**OTC derivative contract**' as a derivative contract the execution of which does not take place on a regulated market as within the meaning of Article 4(1)(14) of Directive 2004/39/EC or on a third-country market considered as equivalent to a regulated market in accordance with Article 19(6) of Directive 2004/39/EC.

⁴ http://www.esma.europa.eu/system/files/2013-685_ga_ii_on_emir_implementation_final_for_publication_20130604.pdf

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Those non-financial counterparties which are above the clearing threshold⁵ are moreover subject to the clearing obligation and the exchange of collateral, one of the risk mitigation techniques for outstanding OTC derivatives contracts.

The clearing thresholds' values for the purpose of the clearing obligation shall be:

- (a) EUR 1 billion in gross notional value for OTC credit derivative contracts;
- (b) EUR 1 billion in gross notional value for OTC equity derivative contracts;
- (c) EUR 3 billion in gross notional value for OTC interest rate derivative contracts;
- (d) EUR 3 billion in gross notional value for OTC foreign exchange derivative contracts;
- (e) EUR 3 billion in gross notional value for OTC commodity derivative contracts and other OTC derivative contracts not provided for under points (a) to (d).

Non-financial counterparties that enter into positions in OTC derivatives contracts are required to notify the CSSF if they pass the clearing threshold, either going above it or below it.⁶ The notification forms can be found on the CSSF's website under "EMIR".

Which EMIR obligations will be applicable soon?

The CSSF draws the concerned entities' attention to the timing of several upcoming EMIR obligations, for which the concerned entities should start to prepare now. Insofar as some of the dates below are not yet definitive, the CSSF will publish the final dates as soon as they will be known.

Risk mitigation techniques for OTC derivatives not cleared by a CCP:

Portfolio reconciliation ⁷ Portfolio compression ⁸ Dispute resolution ⁹	15 September 2013
--	-------------------

Reporting obligation:

Reporting of credit derivatives and interest rate derivatives to trade repositories ¹⁰	According to ESMA's indicative timetable, by 23 September 2013
Reporting of all other derivative contracts to trade repositories ¹¹	At the earliest, 1 January 2014

For the reporting of exposures information referred to in Article 3 of the Commission Delegated Regulation (EU) N°148/2013, each reporting start date to the trade repositories as indicated in the Commission Implementing Regulation (EU) N°1247/2012 shall be extended by 180 days.¹²

⁵ The clearing thresholds for the different classes of derivatives are specified in Article 11 of the Commission Delegated Regulation (EU) N°149/2013.

⁶ This notification obligation is foreseen in Article 10(1) of EMIR and entered into force on 15th March 2013.

⁷ Article 13 of the Commission Delegated Regulation (EU) N°149/2013.

⁸ Article 14 of the Commission Delegated Regulation (EU) N°149/2013.

⁹ Article 15 of the Commission Delegated Regulation (EU) N°149/2013.

¹⁰ Article 5.1 (b) of the Commission Implementing Regulation (EU) N°1247/2012

¹¹ Article 5.2 (a) of the Commission Implementing Regulation (EU) N°1247/2012

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Use of the Legal Entity Identifiers for the purpose of the reporting obligation:

Regarding the code to be used to identify counterparties (Legal Entity Identifiers¹³, interim Legal Entity Identifiers or Business Identifier Codes¹⁴), the answer to TR Question 10 of the updated ESMA Q&A¹⁵ indicates that “An interim LEI meeting the conditions indicated by the LEI Regulatory Oversight Committee (ROC) is expected to be used for reporting purposes under EMIR. Please refer to the annex to the first progress note on the Global LEI Initiative:

http://www.leiroc.org/publications/gls/roc_20130308.pdf”.

■ AIFMD GUIDANCE

Communiqué de presse 13/25 du 18 juin 2013 (uniquement en anglais)

On 24 August 2012, Bill of law n° 6471 relating to the transposition of Directive 2011/61/UE on Alternative Investment Fund Managers (AIFMD) was deposited with the Luxembourg Parliament. It is expected that the Parliament will adopt Bill of law n° 6471 in a near future.

In this context, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) would like to inform that applications for the authorisation as alternative investment fund manager (AIFM) can already be submitted to the CSSF. Hence, the CSSF invites the persons active in this area to visit its website for information on the procedure covering the submission of an [authorisation file](#).

In order to highlight some of the key aspects of the AIFMD regulation from a Luxembourg perspective, the CSSF furthermore would like to inform that a series of related questions and answers (FAQs) was published on its website under <http://www.cssf.lu/en/investment-funds/>. This document will be updated from time to time and the CSSF reserves the right to alter its approach to any matter covered by the FAQs at any time.

¹² Article 5.5 of the Commission Implementing Regulation (EU) N°1247/2012

¹³ <http://www.leiroc.org/>

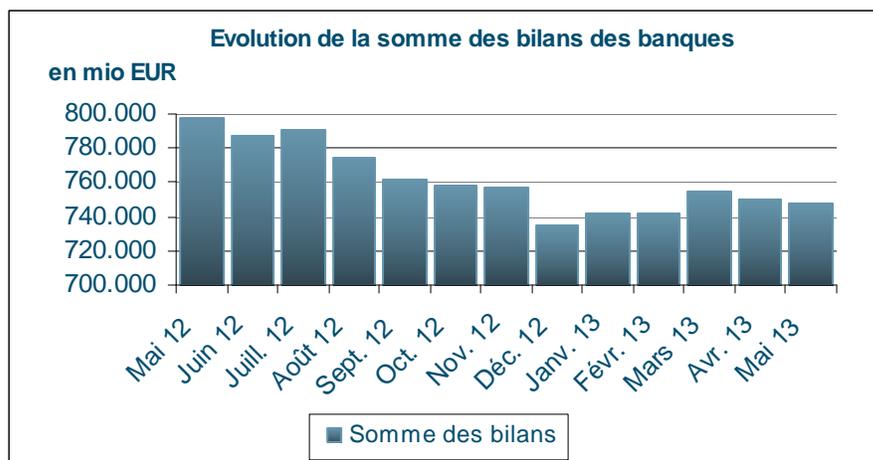
¹⁴ <https://www2.swift.com/search/redirect.faces>

¹⁵ http://www.esma.europa.eu/system/files/2013-685_qa_ii_on_emir_implementation_final_for_publication_20130604.pdf

STATISTIQUES

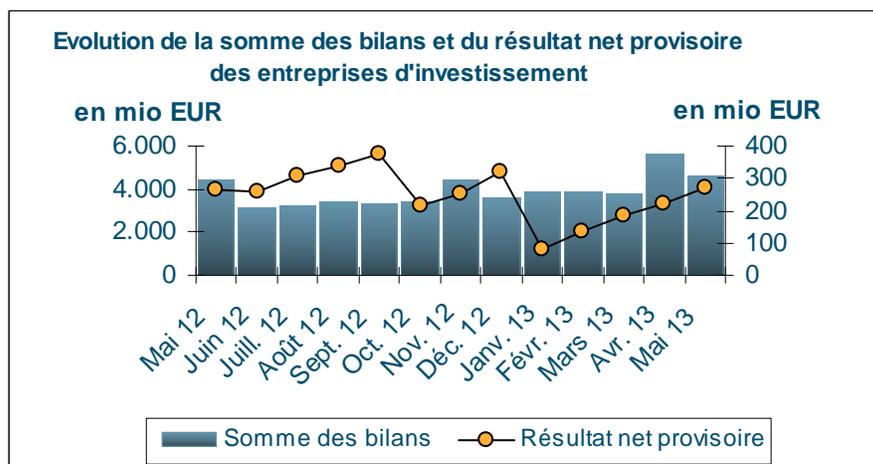
BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 mai 2013 en baisse



ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

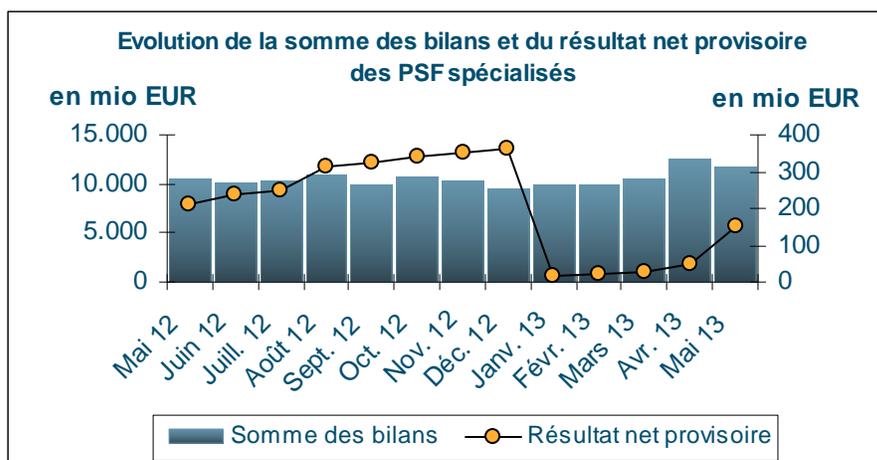
Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 mai 2013 en baisse



Commission de Surveillance du Secteur Financier

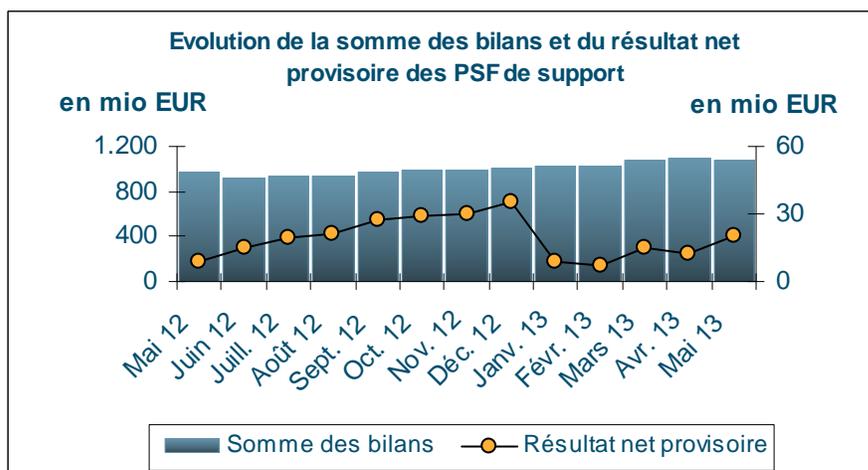
■ PSF SPÉCIALISÉS

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 mai 2013 en baisse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 mai 2013 en baisse



■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 juin 2013, 70 cabinets de révision agréés et 224 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 52 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

■ SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la SICAR suivante a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

ADARA VENTURES II S.C.A., SICAR, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Au 5 juillet 2013, le nombre de SICAR inscrites sur la liste officielle s'élevait à 276 unités.

■ ORGANISMES DE TITRISATION ET FONDS DE PENSION

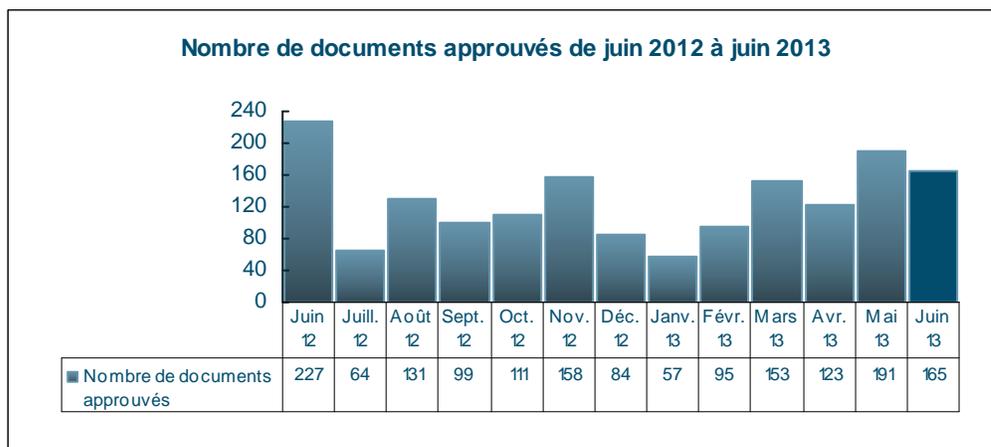
Au 10 juillet 2013, 14 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 15 professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à 32 unités au 10 juillet 2013.

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. Approbation par la CSSF



Au cours du moi de juin 2013, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 165 documents, qui se répartissent comme suit :

Prospectus de base :	69	(41,82 %)
autres prospectus :	47	(28,48 %)
documents d'enregistrement :	2	(1,21 %)
suppléments :	47	(28,48 %)

Commission de Surveillance du Secteur Financier

2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juin 2013, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 70 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 73 notifications relatives à des suppléments.

3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de juin 2013, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 49 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 25 notifications relatives à des suppléments¹⁶.

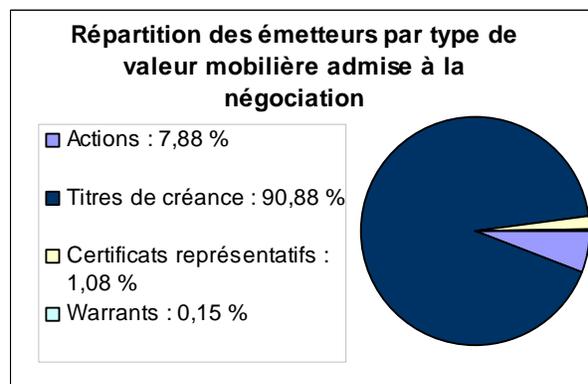
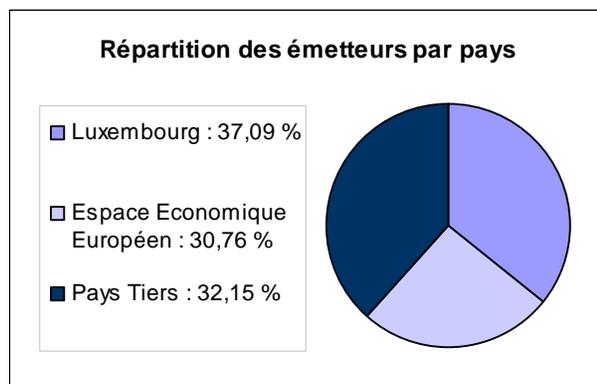
¹⁶ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 10 juin 2013, six émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, quatre émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 9 juillet 2013, 647 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Changement d'adresse :

BANCA MARCH S.A., LUXEMBOURG BRANCH

21-25, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvelles autorisations :

ARCHE WEALTH MANAGEMENT S.A.

37A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, commissionnaire, gérant de fortunes, domiciliataire de sociétés, professionnel intervenant pour compte propre, teneur de marché, preneurs d'instruments financiers avec engagement ferme, Family Office

Autorisation ministérielle du 15 mai 2013

ARHS CUBE S.A.

2b, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg

Statut : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 15 mai 2013

Commission de Surveillance du Secteur Financier

FINDEAL ADVISERS S.A.

7, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, commissionnaire, gérant de fortunes, Family Office

Autorisation ministérielle du 10 juin 2013

GLOBAL ASSET ADVISORS & MANAGEMENT S.A.

41, Killeboesch, L-5444 Schengen

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, commissionnaire, gérant de fortunes, Family Office

Autorisation ministérielle du 10 juin 2013

Radiation :

CARMIGNAC GESTION LUXEMBOURG S.A.

The Plaza, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Transformation de l'objet social à partir du 10 juin 2013

Extension de statut :

ODDO SERVICES LUXEMBOURG S.A.

4A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg

Statuts : courtier en instruments financiers, agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, opérateur de systèmes informatiques primaires du secteur financier, opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 24 avril 2013

Changements d'adresse :

BIL LEASE

42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

CARNE GLOBAL FINANCIAL SERVICES LUXEMBOURG S.A R.L.

European Bank and Business Centre, 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

EUROPAY LUXEMBOURG S.C.

10, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

EUROPEAN FUND SERVICES S.A.

28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

QUILVEST LUXEMBOURG SERVICES S.A.

3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

VISALUX S.C.

10, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

II PM LUXEMBOURG S.A.

659, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Elargissement de statut :

ADVANTAGE FINANCIAL S.A.

5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Statuts additionnels : courtier en instruments financiers, commissionnaire, gérant de fortunes, distributeur de parts d'OPC pouvant accepter ou faire des paiements, agent teneur de registre, agent de communication à la clientèle, agent administratif du secteur financier

Changement de dénomination :

CLEARBRIDGE SECURITIES SERVICES S.A. a changé sa dénomination en
AXINITE SECURITIES SERVICES S.A.

■ **LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010**

Inscription :

UBP ASSET MANAGEMENT (EUROPE) S.A.

287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Changement de dénomination :

DCG MANAGEMENT COMPANY S.A. a changé sa dénomination en
CRESTRIDGE MANAGEMENT COMPANY S.A.

Changement d'adresse :

VECTOR ASSET MANAGEMENT S.A.

370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

Radiation :

CAPITAL INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY S.A.

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre, en plus de l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Inscription :

*** CARMIGNAC GESTION LUXEMBOURG**

65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

* la société de gestion a obtenu l'agrément d'exercer des activités prévues par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

Inscriptions :

BIL MANAGE INVEST S.A.

42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

LREC MANAGEMENT S.A R.L.

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Inscription :

ADARA VENTURES II S.C.A., SICAR

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Inscriptions :

NOM

Earls Eight Limited

Emirates NBD Tier 1 Limited

Florence SPV S.r.l.

LBPAM European Debt Funds

Red & Black Auto Lease Germany 1 S.A.

Vier Gas Transport GmbH

PAYS DU SIEGE

Îles Caïmans

Îles Caïmans

Italie

Luxembourg

Luxembourg

Allemagne

Radiations :

NOM

Holcim Finance (Canada) INC

Liberty Square CDO II Ltd.

NC International Limited

Silver Maple Limited

PAYS DU SIEGE

Canada

Îles Caïmans

Îles Caïmans

Îles Caïmans

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et radiations opérées pendant le mois de mai 2013

Durant le mois de référence, les trente-six organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- 20UGS (UCITS) FUNDS, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ASHBURTON INVESTMENTS SICAV, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- BPM, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- FORTEZZA FINANZ, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- LIQUID STRESSED DEBT FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- MILLER HOWARD SICAV, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- MYRA GERMAN ALLOCATION FUND, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- RF CAPITAL, 41, op Bierg, L-8217 Mamer
- SEB FS FUND SOLUTIONS, 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald
- SPI BANGLADESH FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- STAFFORD SICAV, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

- UNIINSTITUTIONAL EM CORPORATE BONDS 2020, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- 2) FIS :**
- ALTERNATIVE INVESTMENTS I SICAV, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
 - AQUA INFRASTRUCTURE, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - AQUILA SFT-1, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
 - ARES STRATEGIC INVESTMENT PARTNERS IV, 47, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - AURYN, 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
 - BLUEBAY DIRECT LENDING FUND I FEEDER (LUX), 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
 - BLUEGEM II SCA, SICAV-FIS, 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
 - CAPITAL NORTH AFRICA VENTURE FUND II SICAV-SIF S.C.A., 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - DAO FUND SICAV-SIF, 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
 - EUROPEAN LIQUID BOND S.A., SICAV-FIS, 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
 - FIVE ARROWS CREDIT SOLUTIONS SCA SICAV-SIF, 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
 - M&G UK PROPERTY FUND FCP-FIS, 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
 - MANAGED INVESTORS, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
 - MIRABAUD LUXEMBOURG SIF, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - MUGC AB MEXICO INTERMEDIATE BOND FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
 - MUGC AB MEXICO LONG DURATION BOND FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
 - MUGC AB MEXICO SHORT DURATION BOND FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
 - OSCAR DIVERSIFY UMBRELLA SCS, SICAF-FIS, 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg
 - OSCAR GERMANY SCS, SICAF-FIS, 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg
 - OSCAR INTERNATIONAL SCS, SICAF-FIS, 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg
 - SWAN SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 - SWISS LIFE FUNDS (LUX) GLOBAL INFRASTRUCTURE OPPORTUNITIES S.C.A, SICAV-SIF, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 - THS KINGSWAY FUND, 15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - WALTON FUND (LUXEMBOURG) FCP SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 -

Les vingt-trois organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

3) OPC partie I Loi 2010 :

- BETA³ DYNAMIC, 23, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- CB WORLD FUNDS, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST GREEN ENERGY PROTECT 4/2013, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST ROHSTOFF SAFE KICK 5/2013, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DEKA-KICKGARANT 2006 II, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-VOLATILITYCASH, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DWS ALPHA FONDS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EM EQUITIES, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- IDEAL INVEST SICAV, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- IV UMBRELLA FUND, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- POSTBANK VERMÖGENSMANAGEMENT PLUS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- VCH, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- ZKB (LU) SUSTAINABLE WORLD, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

4) OPC partie II Loi 2010 :

- H & A GLOBAL MACRO, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

5) FIS :

- 1798 FUNDS II, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- CORPORATE SPECIAL, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- ENEA SICAV, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- EURO GOVERNMENT BONDS SICAV SIF S.À R.L., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- NAMIRA CAPITAL FUND, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- ROI SPECIAL OPPORTUNITIES S.C.A., 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- SCOREVALUE, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SEB CREDIT OPPORTUNITY FUND II, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- Y REAL ESTATE FUND, SICAV-FIS, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (10/07/2013)	142	aucune variation
	Somme des bilans (31/05/2013)	EUR 747,598 mia	↘ EUR 49,701 mia
	Résultat avant provision (31/03/2013)	EUR 1,27 mia	↘ EUR 0,15 mia
OPC	Nombre (15/07/2013)	Partie I loi 2010 : 1.810	↘ 32 entités
		Partie II loi 2010 : 540	↘ 39 entités
		FIS : 1.534	↗ 89 entités
		TOTAL : 3.884	↗ 18 entités
	Patrimoine global net (31/05/2013)	EUR 2.584,099 mia	↗ EUR 372,072 mia
Sociétés de gestion	Nombre (30/06/2013)	Chapitre 15 loi 2010 : 191	↗ 13 entités
		Chapitre 16 loi 2010 : 194	↗ 1 entité
Entreprises d'investissement	Nombre (10/07/2013)	111 dont 11 succursales	↘ 4 entités
	Somme des bilans (31/05/2013)	EUR 4,583 mia	↗ EUR 0,155 mia
	Résultat net provisoire (31/05/2013)	EUR 273,568 mio	↗ EUR 7,798 mio
PSF spécialisés	Nombre (10/07/2013)	122	↗ 1 entité
	Somme des bilans (31/05/2013)	EUR 11,711 mia	↗ EUR 1,205 mia
	Résultat net provisoire (31/05/2013)	EUR 149,673 mio	↘ EUR 61,757 mio
PSF de support	Nombre (10/07/2013)	85	↘ 3 entités
	Somme des bilans (31/05/2013)	EUR 1,082 mia	↗ EUR 120,04 mio
	Résultat net provisoire (31/05/2013)	EUR 20,98 mio	↗ EUR 11,19 mio
Fonds de pension	Nombre (10/07/2013)	14	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (10/07/2013)	32	aucune variation
SICAR	Nombre (05/07/2013)	276	↗ 3 entités
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (09/07/2013)	647	↘ 22 entités
Etablissements de paiement	Nombre (10/07/2013)	5 dont 1 succursale	↗ 1 entité
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (10/07/2013)	5	↗ 2 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (30/06/2013)	70 cabinets de révision agréés	↗ 3 entités
		224 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 4 personnes
		52 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers	aucune variation
Emploi (31/03/2013)	Banques	26.393 personnes	↘ 229 personnes
	Sociétés de gestion (chapitre 15)	2.765 personnes	↗ 137 personnes
	Entreprises d'investissement	2.675 personnes	↗ 446 personnes
	PSF spécialisés	3.069 personnes	↘ 335 personnes
	PSF de support	9.067 personnes	↘ 96 personnes
	Total	43.969 personnes	↘ 77 personnes *

* Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.